

L'AVENIR DE L'ANARCHISME

Essai politique
SLR

Éditions Réveil Libertaire

L'AVENIR DE L'ANARCHISME

Essai politique — SLR

© Éditions Réveil Libertaire, 2026

Cet ouvrage est publié en copyleft. Sa reproduction, sa diffusion, sa traduction et son adaptation sont libres et encouragées, à des fins non commerciales, sous réserve de mention de la source et du présent avertissement.

Éditions Réveil Libertaire
revlibertaire.unionlibertaireanarchiste.org

*Aux artisans obstinés d'un monde sans maîtres,
à celles et ceux qui, hier comme aujourd'hui,
ont refusé de choisir entre deux tyrannies.*

Note de l'éditeur

Le texte qui suit est un essai de proposition politique, non un programme clos ni une doctrine à appliquer telle quelle. Les Éditions Réveil Libertaire le publient dans cet esprit : comme une contribution au débat stratégique et théorique qui traverse le mouvement libertaire depuis ses origines, et non comme une parole d'autorité.

L'auteur y défend une lecture exigeante de l'anarchisme, articulée au fédéralisme de Proudhon et de Bakounine ainsi qu'au principe d'entraide développé par Kropotkine. D'autres textes de notre catalogue défendent des accents différents, parfois contradictoires sur tel ou tel point : c'est délibéré. Le mouvement libertaire s'est toujours construit dans la pluralité et la discussion, jamais dans l'unanimité forcée.

Comme le rappelle la dernière phrase de cet essai, l'avenir qui s'y dessine n'appartient à personne en particulier : il appartient à celles et ceux qui décideront de le construire.

Sommaire

Note de l'éditeur	4
Chapitre 1 : l'anarchisme d'où il s'agit vraiment	6
Chapitre 2 : L'anarchisme, système politique et social sans argent	8
Chapitre 3 : Le Fédéralisme Libertaire	10
Chapitre 4 : Pourquoi parler d'autogestion directe plutôt que de démocratie directe ?	11
Chapitre 5 : Humanité libertaire	13
Chapitre 6 : Justice libertaire	15
Chapitre 7 : Vie libertaire	17
Chapitre 8 : Fin des institutions religieuses	19
Chapitre 9 : La santé libertaire	21
Chapitre 10 : La culture et les médias libertaires	24
Chapitre 11 : Fédéralisme mondial	26
Chapitre 12 : Le Logement	27
Chapitre 13 : L'écologie libertaire	29
Chapitre 14 : Révolution Sociale Libertaire	30
L'avenir de l'anarchisme	31
Repères — quelques figures et références citées	32
Pour aller plus loin	34

l'anarchisme d'où il s'agit vraiment

L'anarchisme est un système politique qui vise l'égalité et l'organisation de tous les aspects de la vie par la négation de toute forme d'autorité. Il repose sur la mise en commun des décisions collectives, prises par consensus. Il vise une organisation de la société fondée sur la conscientisation, la liberté individuelle, l'autogestion et la capacité de chacun à réfléchir par lui-même, qui constitue le fondement même de l'émancipation de l'individu.

Cette émancipation individuelle ne peut se réaliser sans une réflexion introspective sur la hiérarchie sociale, les structures de domination économique et politique, ainsi que sur les fondements de la société de classes et du système capitaliste, qui permettent la domination. Elle considère que la révolution repose avant tout sur une prise de conscience majoritaire, libre et volontaire, et non sur l'attente d'un prétendu effondrement du capitalisme.

Par ce fait, l'anarchisme est aussi le moyen de libération des individus. Cette libération ne peut exister que si chacun se libère des logiques de marchandisation de la vie, de la quête d'absolutisme sur l'individu et des formes de domination qui limitent la liberté de pensée. Il s'agit de penser en dehors des structures aliénantes de la société capitaliste, qui dénaturent l'évolution de l'être humain. L'anarchisme se base sur la notion d'entraide, principe fondamental de la survie et du développement de l'humanité.

L'anarchisme est la négation de toute logique d'avant-garde. Il refuse toute structuration fondée sur le principe des dirigeants et des dirigés, ou sur une distinction entre les « savants » et les « non-savants ». Il défend au contraire l'égalité politique, l'autogestion et la capacité de chacun à participer direc-

tement aux décisions qui le concernent.

L'anarchisme prend également en compte l'analyse économique, car il vise l'abolition de toutes les formes de domination, notamment celles liées au système capitaliste et à l'accumulation du capital. La propriété, l'héritage et la concentration des richesses par le vol organisé permettent la reproduction des inégalités sociales et économiques, ainsi que le maintien d'un pouvoir fondé sur l'exploitation du travail salarié. La question économique est donc bien présente dans l'anarchisme, mais elle s'inscrit dans une critique plus large de toutes les formes de domination.

L'anarchisme est ainsi à la fois une philosophie de l'émancipation individuelle et un projet politique de transformation de la vie sociale. Il est donc essentiel de remettre en question l'existence même de la monnaie et de viser son abolition, car elle constitue une forme d'aliénation permanente. En transformant les besoins humains en marchandises, elle conditionne les rapports sociaux et favorise les inégalités. Son abolition permettrait aux individus de s'émanciper de cette logique marchande et de construire une organisation collective fondée sur l'entraide, l'autogestion et la satisfaction des besoins, plutôt que sur l'accumulation et l'échange marchand.

L'anarchisme, système politique et social sans argent

L'anarchie est fondée sur une conscience libre, nourrie par la solidarité et par la reconnaissance des besoins matériels et moraux, qui permettent à la société de fonctionner sans argent. Elle ne se limite pas à une logique de simple subsistance ou de survie individuelle, mais vise une organisation collective basée sur l'entraide entre les individus.

L'entraide serait une valeur collective, portée par chacun, qui façonnerait l'individu afin de lui permettre d'agir librement et consciemment. Elle viserait à assurer la subsistance dans l'abondance, dans le système politique anarchiste, tout en tendant vers la négation de l'autorité et de la monnaie. Elle reposerait sur un système où l'abondance des biens matériels et des ressources serait considérée comme fondement pour garantir les besoins de chaque être humain.

Pour expliquer de manière plus générale, le système capitaliste fait apparaître l'argent comme une ressource rare et limitée. Pourtant, dans les faits, il est créé et injecté dans l'économie par le système bancaire lui-même. Sa rareté n'est donc pas naturelle mais organisée. Cette dynamique permet, via la propriété des moyens de production, l'accumulation de richesse et donc la reproduction des inégalités. L'argent, en tant qu'instrument abstrait et immatériel, n'a pas d'existence matérielle propre, mais il structure néanmoins l'économie et contribue au maintien d'un système de classes et d'une hiérarchie sociale.

Cela montre la nécessité d'une société fondée sur l'abondance, sur une organisation collective de la production et sur la libre gestion de l'espace commun. Une telle société serait coopérative, autogérée et sans hiérarchie, et garantirait l'accès aux besoins fondamentaux de chacun. Dans ce cadre, les indivi-

dus seraient davantage conscients des conditions sociales et ne seraient plus guidés par l'égoïsme encouragé par le capitalisme. Leur réflexion sur la liberté ne serait plus individuelle, capitaliste et isolée, mais inscrite dans une dynamique collective et solidaire.

Ce fait, de manière très concrète, impliquerait qu'une personne sache clairement qu'elle ne doit pas prendre plus que sa part de la production réalisée et qu'elle doit donc la partager dans une logique de solidarité effective. Au final, la suppression du système monétaire constitue une vision orientée vers une transformation matérielle et logique de la société, visant la disparition des rapports de domination et de la hiérarchie sociale. Elle permettrait aux individus de circuler librement et d'agir selon leurs besoins dans un contexte d'abondance généralisée.

Le Fédéralisme Libertaire

Le fonctionnement d'une société anarchiste ne peut reposer que sur un système fédéraliste. Les communes, les villes et les « régions » s'autogèrent librement et s'associent de manière fédérative afin de mettre en commun leurs ressources, leurs moyens de production et leurs capacités, selon les besoins de chacun. Ce principe de fédéralisme, développé notamment par Pierre-Joseph Proudhon puis repris et approfondi par Mikhaïl Bakounine dans une perspective collectiviste, constitue un élément central de l'organisation anarchiste.

Le fédéralisme repose sur un accord commun définissant les principes généraux de la vie collective, tout en garantissant l'autonomie des communes et des fédérations locales, qui élaborent démocratiquement leurs propres règles selon leurs réalités et leurs besoins. Cette indépendance locale, associée à un accord fédéral commun, garantit l'absence de domination et de hiérarchisation des décisions. Les choix collectifs sont pris par consensus, ou, lorsque celui-ci ne peut être atteint, avec un très large accord des personnes concernées, afin de préserver l'égalité politique et l'autonomie de chacun.

Il est préférable de limiter autant que possible le recours aux mandats impératifs révocables, car ils peuvent devenir une source potentielle de domination si leur cadre n'est plus respecté. Ils risquent alors de favoriser l'apparition d'une bureaucratie, même à petite échelle. C'est pourquoi il est préférable de privilégier le consensus chaque fois que cela est possible. Lorsque cela ne l'est pas, le mandat impératif ne devrait être utilisé que de manière exceptionnelle, pour une tâche précise, limitée dans le temps et strictement définie.

Pourquoi parler d'autogestion directe plutôt que de démocratie directe ?

Le choix de cette terminologie est déterminé par l'étymologie même du mot « démocratie », qui signifie littéralement « pouvoir du peuple » (demos : peuple, kratos : pouvoir). Or, du point de vue anarchiste, toute forme de pouvoir risque de recréer des rapports de domination. C'est pourquoi il est préférable de s'en éloigner et de parler d'« autogestion directe », afin de mettre l'accent sur l'organisation libre des individus plutôt que sur l'exercice d'un pouvoir, quel qu'il soit.

L'utilisation du terme « démocratie directe » est plus parlante pour la majorité des personnes. Cependant, ce terme comporte une ambiguïté, car il ne traduit pas avec suffisamment de précision la conception anarchiste de la liberté individuelle et de l'organisation sociale. C'est pourquoi il peut être préférable d'employer l'expression « autogestion directe », qui met davantage en avant une organisation fondée sur la libre association, l'égalité et l'absence de rapports de domination.

L'autogestion directe est un mode d'organisation des choix collectifs et de la vie en société. Elle consiste à respecter la liberté individuelle de chacun tout en conciliant les exigences de l'organisation collective. Elle permet ainsi d'établir un équilibre entre l'autonomie individuelle et la coopération, en fondant les relations sociales sur l'entraide, l'égalité et la libre association.

Il est important d'insister sur la notion d'autogestion directe pour les raisons évoquées précédemment. Un dernier argument : le pouvoir, lorsqu'il existe, monte à la tête des personnes. Il les conduit à intérioriser les rapports de domination et les pousse à exercer un pouvoir coercitif sur les autres. Il

empêche donc l'égalité réelle entre les individus.

Au final, le terme de « démocratie directe » semble aujourd'hui totalement dépassé et déconnecté des réalités matérielles. Il empêche d'exprimer clairement ce que nous défendons réellement : l'abolition de toute forme de pouvoir. Voilà pourquoi le terme d'« autogestion directe » paraît plus juste, car il reflète davantage notre projet d'émancipation et d'organisation sans pouvoir.

Humanité libertaire

L'humanité libertaire est un concept qui paraît très utopique pour beaucoup de personnes. Pourtant, au regard de l'évolution de l'être humain, cette perspective n'a rien d'irréaliste. Cette notion constitue, en réalité, un facteur de l'évolution humaine. L'être humain tend à refuser les injustices lorsqu'elles lui sont imposées. Le système capitaliste entretient l'aliénation en normalisant ces injustices et en les faisant apparaître comme naturelles. Or, de nombreux penseurs et humanistes libertaires, comme Pierre Kropotkine ou Gaston Leval, ont montré que l'entraide, la solidarité et la liberté sont des éléments essentiels du développement de l'humanité.

On peut donc étudier l'histoire et constater que de nombreuses sociétés ont fonctionné avec des formes de hiérarchie très limitées et un fort principe d'entraide. On peut citer, par exemple, les communautés étudiées par Pierre Kropotkine dans *L'Entraide*, certaines communautés paysannes médiévales, les villages kabyles d'Afrique du Nord décrits par plusieurs anthropologues, ou encore de nombreuses sociétés autochtones, comme la Confédération Haudenosaunee, dont l'organisation reposait largement sur la prise de décision collective et la coopération. Ces exemples montrent que l'entraide et la gestion collective ont pu constituer des facteurs de stabilité et de prospérité.

Ainsi, les expériences plus récentes vont dans le même sens. Gaston Leval a notamment étudié les collectivités libertaires de la Révolution espagnole, où des milliers de personnes ont organisé la production, les services et la vie collective sur des bases d'autogestion, de fédéralisme et d'entraide. Ces expériences montrent que ces principes ne relèvent pas seulement de la théorie, mais qu'ils ont également trouvé des applications concrètes à grande échelle.

Nous pouvons donc constater, d'un point de vue matérialiste, que l'aspiration à une organisation fondée sur l'entraide, la coopération et la liberté est une tendance qui s'est manifestée à plusieurs reprises dans l'histoire de l'humanité.

Justice libertaire

La justice libertaire est un axe très important. Les prisons sont appelées à disparaître au profit de la médiation, de la réparation et de la transformation des causes qui ont conduit au crime ou au conflit. L'objectif est de résoudre les torts causés en rétablissant les relations sociales lorsque cela est possible, de réparer les préjudices subis et d'agir sur les causes matérielles, sociales et humaines qui ont conduit à l'acte, plutôt que d'enfermer les individus.

La majorité des crimes actuels sont commis dans un système de concurrence, de darwinisme social et de mise en place du système monétaire, qui pousse et contraint certaines personnes à commettre des actes criminels. Dans un système anarchiste, l'argent serait supprimé et avec lui une grande partie de ces causes structurelles des crimes. Il ne resterait alors que des conflits ou des actes mineurs, qui seraient résolus de manière collective par la médiation, la réparation et la discussion.

Et si vraiment une situation ne peut pas être résolue ainsi, des formes d'auto-organisation et de protection collective pourraient être mises en place. Une autre forme consiste à parvenir à des accords par consensus, avec une adaptation en fonction des cas de crimes commis. Pour les cas les plus graves, il peut être envisagé une mise à l'écart de certaines personnes, qui resteraient néanmoins en liberté sous des conditions définies collectivement, avec un accompagnement adapté et un suivi basé sur la responsabilité et la prise en charge des besoins de la personne.

Les institutions qui remplissent aujourd'hui le rôle de la police seraient supprimées, car ce sont des structures fixes et hiérarchiques. Elles seraient remplacées par des formes d'auto-organisation et d'auto-défense collectives, mises en place par des assemblées de justice libertaire. Les individus se formeront entre eux, par principe de solidarité, dans une

logique d'autogestion. Ils seront capables de se défendre face à des agressions, et s'organiseront eux-mêmes pour faire face à ces situations. Ils seront également formés collectivement à ne pas agresser les autres et à favoriser une vie commune fondée sur le respect, la coopération et le bien-vivre ensemble.

Le fondement de la société anarchiste repose sur une haute conscience collective et individuelle du respect de la liberté de chacun, ainsi que du respect de la justice libertaire. Il est à préciser que ceci n'est qu'une piste de réflexion parmi d'autres systèmes possibles, imaginés collectivement dans le cadre de la mise en place de l'anarchisme.

Vie libertaire

Aujourd'hui, la vie sociale est largement structurée par le modèle de la famille bourgeoise, qui repose sur une organisation patriarcale et sur l'autorité parentale. Ce modèle est obsolète, car il ne correspond plus à une conception du respect de la liberté individuelle ni à l'évolution des formes de vie humaine.

Il est basé sur la figure du père comme autorité centrale et véhicule des valeurs profondément sexistes, qui ne respectent pas l'égalité entre les individus. Cette reproduction sociale conditionne notamment les enfants et influence leurs comportements, en leur transmettant une perception hiérarchisée des relations sociales et des figures d'autorité. Elle les amène à intégrer des rapports de domination et à reproduire une logique de hiérarchie dans les relations sociales, qu'il s'agisse de la famille ou d'autres institutions sociales. Elle peut aussi transmettre des normes et des comportements sexistes, en apprenant aux enfants à dévaloriser les femmes et à reproduire des rapports de domination à leur égard.

Il est donc important de reconstituer une vision de la liberté où les parents sont à égalité sur les plans économique, social et moral. L'enfant évoluerait dans un cadre d'autogestion, où il pourrait s'approprier différentes compétences dans les domaines les plus divers possibles, afin de développer son autonomie et sa capacité à agir librement. Dans ce cadre, l'autorité serait également abolie, car l'enfant serait considéré à égalité avec les parents. Ces derniers n'auraient plus un rôle d'autorité, mais un rôle d'accompagnement, afin de permettre à l'enfant de développer son autonomie et de pouvoir se débrouiller par lui-même.

L'école serait abolie, au profit d'un apprentissage en autogestion avec les autres enfants d'un même village, d'une même ville, etc. Les connaissances seraient transmises collective-

ment, avec un accès libre aux savoirs et aux ressources disponibles, dans une logique d'abondance et de partage. Les adultes accompagneraient les enfants en répondant à leurs questions et en partageant leurs connaissances et leur expérience, sans imposer leur point de vue. Ils joueraient un rôle de soutien et de transmission, afin d'aider les enfants à développer leur autonomie et leur propre compréhension du monde.

Les métiers de la vie quotidienne ne seraient plus rigidement définis comme aujourd'hui, car ils créent des dépendances à des services spécialisés. Les personnes pourraient changer librement de voie d'activité ou de travail, et même en exercer plusieurs simultanément. Pour cela, il serait possible d'apprendre en même temps les différents modèles pratiques et théoriques, afin de permettre une polyvalence et une autonomie réelle. La vie libertaire incarne donc le moteur essentiel du système de l'anarchisme.

Fin des institutions religieuses

Aujourd'hui, dans la société capitaliste, les institutions religieuses servent à l'endoctrinement d'une partie de la population vers des dogmes et la soumission aux institutions religieuses ou étatiques. Elles empêchent l'émancipation de l'individu et son autoréflexion, en limitant son esprit critique. Le problème n'est évidemment pas de s'attaquer aux personnes croyantes. La croyance relève de la liberté individuelle, et chacun est libre de ses convictions. La critique porte sur les structures religieuses lorsqu'elles empêchent l'émancipation et l'autoréflexion des individus.

En protégeant des valeurs conservatrices et des interprétations dogmatiques des textes religieux, ces institutions maintiennent un chaos social hiérarchique et protègent les États-nations. On peut citer, par exemple, la famille Schneider au Creusot, qui finançait des œuvres catholiques et encourageait un catholicisme intégriste afin de maintenir le capital. De même, la famille Krupp entretenait des liens directs avec les Églises et les institutions conservatrices. En Espagne, sous le régime de Franco, une partie de la grande bourgeoisie soutenait financièrement l'Église catholique, qui légitimait en retour le chaos social, la propriété privée et l'autorité étatique.

L'idée serait de collectiviser ces lieux religieux afin qu'ils deviennent des espaces accessibles à l'ensemble de la collectivité, en neutralisant leur caractère religieux. Ils pourraient ainsi être réaffectés à des usages communs, culturels, éducatifs, sociaux ou de rencontre, selon les besoins définis collectivement. Il n'est cependant pas question d'interdire les religions. L'objectif est plutôt qu'elles disparaissent progressivement par la pédagogie, le débat, la réflexion critique et l'auto-éducation. En développant la compréhension de leur histoire, de leurs mécanismes et des rapports de domination qu'elles peuvent impliquer, chacun pourra se forger librement sa propre réflexion et,

s'il le souhaite, s'en détacher.

La santé libertaire

Dans la société capitaliste, la santé est un domaine marchand. La marchandisation de la santé constitue l'une des formes de la marchandisation de la vie. Soumise à des logiques de rentabilité, elle conduit à des inégalités d'accès aux soins, à une réduction des moyens consacrés aux services de santé et à des prises en charge parfois tardives ou insuffisantes pour une grande partie de la population.

De ce fait, certaines maladies rares ou jugées peu rentables peuvent être moins étudiées ou bénéficier de moins d'investissements dans la recherche. Dans ces situations, les traitements disponibles sont parfois principalement palliatifs ou symptomatiques, tandis que le développement de nouvelles thérapies peut être limité par des rapports économiques. De nombreuses maladies illustrent cette logique. Les maladies tropicales négligées, comme la maladie de Chagas, la leishmaniose ou la maladie du sommeil, ont longtemps fait l'objet de peu d'investissements. Plus généralement, lorsque les perspectives de rentabilité sont faibles, la recherche peut être moins financée, ce qui retarde le développement de nouveaux traitements.

La société capitaliste fait que les traitements sur le long terme sont souvent plus rentables que des traitements qui guérissent définitivement. La logique du profit oriente les investissements vers des traitements continus plutôt que vers des solutions curatives. La gestion de la médecine est donc très centralisée. Elle est largement influencée par les grands acteurs de l'industrie pharmaceutique, qui orientent une partie des choix en matière de recherche, de production et de commercialisation des traitements, dans le cadre d'un système de santé organisé selon des logiques capitalistes.

Un autre axe concerne la psychiatrie. Dans la société capitaliste, elle est marquée par des logiques de rentabilité. Les patients sont souvent pris en charge dans des conditions dégra-

dées, en raison du manque de moyens, de la réduction des effectifs et d'une gestion très centralisée. Cette recherche de rentabilité peut conduire à une déshumanisation des soins, à des situations de maltraitance institutionnelle et à un accompagnement insuffisant des personnes souffrant de troubles psychiques. Une grande partie des troubles psychiques est liée aux conditions de vie produites par le capitalisme : la pression du système monétaire, la précarité, la concurrence permanente, les discriminations, l'isolement social, les conditions de travail et les multiples formes de domination. La santé mentale ne peut être dissociée de l'organisation sociale, car une société fondée sur la compétition et les inégalités génère des souffrances psychiques importantes.

La santé libertaire place l'être humain au centre de la société. Son objectif est de répondre aux besoins des personnes et de les soigner, sans être guidée par une logique de rentabilité. Les connaissances médicales seraient transmises par l'auto-éducation, l'autoformation et l'organisation collective. Les personnes qui souhaitent exercer des activités médicales le feraient volontairement, par intérêt pour le soin, la vie humaine et le développement des connaissances scientifiques, et non pour un intérêt financier.

Les principes de solidarité et d'entraide inciteront les personnes à s'occuper de celles qui sont malades ou qui ont besoin d'aide. Elles ne seront plus mises à l'écart, mais pleinement intégrées dans l'organisation anarchiste. Elles pourront ainsi vivre librement, avec un accès égal aux soins, à l'accompagnement et à la vie collective, sans être marginalisées par leur état de santé.

La recherche scientifique sera donc développée collectivement, par consensus, dans l'intérêt de l'ensemble de la société et non dans celui d'une minorité. Elle aura pour objectif de répondre aux besoins collectifs plutôt qu'à des intérêts économiques. Le partage libre des connaissances et la coopération entre les chercheurs permettront d'accélérer considérablement les progrès scientifiques, bien davantage que dans un système capitaliste où la recherche est freinée par la concurrence, les

brevets et les logiques de rentabilité.

La gestion des soins et des hôpitaux serait organisée collectivement, par consensus, de manière non hiérarchique. Les tâches seraient réparties de façon rotative, et chacun pourrait y participer selon ses capacités et sa formation. L'organisation elle-même serait définie et ajustée collectivement, dans une logique d'autogestion et de responsabilité partagée. Il en serait de même pour les hôpitaux psychiatriques, qui seraient également organisés de la même manière.

Les laboratoires pharmaceutiques seraient collectivisés, et la recherche serait orientée vers l'intérêt collectif. Son objectif serait de développer des traitements et des soins pour l'ensemble des maladies existantes, en répondant aux besoins de santé de toute la population plutôt qu'à des logiques de profit ou de rentabilité. La médecine serait ainsi orientée à la fois vers l'intérêt individuel et collectif. La santé libertaire prendrait pleinement sa place dans l'organisation anarchiste, en reposant sur l'autogestion, la coopération et l'accès égal aux soins pour tous.

La culture et les médias libertaires

Aujourd'hui, la culture est capitalisée et les grandes connaissances sont réservées à la classe supérieure, appelée la bourgeoisie, donc la classe exploitante. La grande majorité des personnes, à cause du temps de travail et de leur statut social, n'a pas accès aux moyens d'acheter la connaissance et donc n'y a pas accès.

Les médias et la presse sont, dans leur grande majorité, contrôlés par des logiques de monopole et de centralisation du pouvoir, liées au capital et aux acteurs capitalistes. Cela leur donne une forte influence sur l'opinion publique et peut contribuer à façonner les représentations sociales, dans une dynamique d'aliénation du spectacle. La bourgeoisie participe à la structuration d'une élitisation de la culture, qui contribue à un phénomène d'anti-intellectualisme. Cela peut éloigner une partie des personnes de la lecture, de l'apprentissage et de la culture, en les rendant moins accessibles comme non essentiels dans la norme sociale dominante.

Dans une organisation anarchiste, l'argent serait supprimé et les moyens de production seraient communs. La culture serait rendue accessible à l'ensemble des personnes, sans exclusion. Les différents médias et journaux ne seraient plus soumis à des influences liées au capital. Cela permettrait la multiplication du nombre de journaux différents, l'expansion de la liberté d'expression, la diversité des idées et des perspectives, ainsi qu'une désuniformisation des contenus. On assisterait ainsi à une plus grande créativité et à une circulation plus libre des idées. Dans l'ensemble de l'organisation anarchiste, la liberté d'expression serait la plus large possible, dans le respect de chacun et sans monopole de l'information.

Donc les médias, les journaux et la culture seraient à la disposition de tous et participeraient à la continuité de l'épanouissement collectif et individuel.

Fédéralisme mondial

L'humanité est divisée en États-nations, ce qui permet de protéger la production capitaliste ainsi que la propriété privée des moyens de production. Cette structuration de la vie nationale en compétitions fragmente l'unité de l'humanité en renforçant des logiques identitaires, xénophobes ou racistes. Les frontières, en tant que constructions sociales imaginaires et politiques, limitent la libre circulation des personnes et contribuent à ces divisions.

Dans cette perspective, il s'agit de dépasser ces structures afin de permettre une organisation plus ouverte et universelle de la société humaine, avec l'abolition des frontières, la libre circulation des personnes et l'abolition des États-nations. Un fédéralisme mondial pourrait prendre la forme d'un réseau d'associations à l'échelle mondiale, où chaque « région » du monde serait définie de manière souple et fonctionnelle. Les représentants seraient désignés par mandat impératif révocable et strictement liés aux décisions des habitants des villages ou des « régions » du monde concernées, dans une articulation entre le local et le niveau mondial.

Dans un souci de compréhension mondiale, il faudrait instaurer des langues a-nationalistes, comme l'espéranto ou l'interlingua, ou d'autres. Elles remplaceraient les langues actuelles utilisées comme outils de domination culturelle à l'échelle internationale. Il est important de préciser que ce mode de fonctionnement est déjà en partie présent dans l'organisation de l'Association internationale des travailleurs, et formulé dans ses statuts depuis sa création en 1922.

L'avenir mondial se dessine donc dans un système de fédéralisme mondial, qui constituerait l'horizon d'une organisation anarchiste à l'échelle globale.

Le Logement

Dans la société capitaliste, pour posséder un logement, il faut disposer du capital nécessaire à son achat. Le logement relève ainsi de la propriété privée. Cependant, cette logique de propriété privée limite l'accès au logement pour une grande partie de la population, qui se retrouve contrainte d'être locataire et donc de payer une rente capitaliste, ce qui relève de l'exploitation.

Dans une organisation anarchiste, le logement serait collectivisé et organisé selon un principe d'abondance des biens. L'accès au logement serait libre, selon les moyens et les besoins de chacun, afin que toute personne puisse habiter. De manière concrète, cela consisterait à ce que les logements soient attribués collectivement, par consensus ou selon des processus de décision collective, en tenant compte également des choix individuels. Chaque personne pourrait y vivre librement et l'aménager selon ses besoins et ses envies. En cas de départ ou de décès, le logement serait ensuite réintégré dans le circuit collectif et redistribué de manière décidée collectivement, également par consensus.

Bien sûr, les personnes pourraient choisir leur logement en fonction de leurs besoins. Il serait donc essentiel que l'organisation collective permette une liberté de choix réelle, afin d'éviter toute incohérence avec le principe d'autonomie individuelle. L'attribution collective ne remplacerait pas ce choix, mais l'accompagnerait dans une logique d'équilibre entre besoins individuels et gestion commune des logements.

L'héritage serait complètement aboli, notamment en ce qui concerne les logements. Il ne serait donc pas possible de transmettre un logement à sa famille, car ce principe est une reproduction de logiques de propriété et de privilèges. Le logement resterait dans le circuit collectif et individuel. Le logement serait alors une possession individuelle et collective, accessible

à tous, afin de permettre une meilleure qualité de vie.

L'écologie libertaire

Aujourd'hui, nous sommes à une époque où le réchauffement climatique, aggravé par une production capitaliste démesurée et mal maîtrisée, détruit de plus en plus les écosystèmes. Il est donc nécessaire de réduire au maximum ces risques à travers une transformation sociale profonde et une remise en question du mode de fonctionnement actuel, afin d'en construire un nouveau plus durable et respectueux de l'environnement.

Il est important de garantir un accès continu et abondant aux biens matériels et sociaux, car cela constitue une condition essentielle de la prospérité de l'espèce humaine. Dans cette perspective, la décroissance est une approche potentiellement problématique, car elle pourrait entraîner des pénuries, des famines et une dégradation des conditions de vie. Elle risquerait également de provoquer une régression sociale vers des formes de survie plus primaires, ce qui n'est pas souhaitable.

Il est plutôt souhaitable de transformer la manière dont nous construisons et innovons, en respectant davantage l'environnement. Cela implique de repenser l'équilibre avec la nature, notamment par la reforestation des villes, la protection des forêts et le respect des animaux. Cette transformation pourrait s'inscrire dans une révolution sociale et la mise en place d'une organisation anarchiste fondée sur l'autogestion et le respect du vivant.

Mais ces choix doivent être discutés par consensus, de manière collective, scientifique et responsable. Ils doivent reposer sur la réflexion, l'expérimentation et la prise en compte des conséquences, afin de garantir des décisions adaptées et respectueuses des besoins humains et de l'environnement. L'écologie libertaire serait donc un moteur essentiel pour la survie de l'espèce humaine.

Révolution Sociale Libertaire

Pour réussir la concrétisation de cette organisation anarchiste mondiale, il est nécessaire d'organiser dès maintenant une information populaire sur sa faisabilité et d'expliquer, de manière scientifique, que la réalisation d'une telle société est possible et qu'elle ne relève pas de l'utopie. La révolution sociale sera effectuée par l'ensemble des travailleurs et sera l'œuvre d'eux-mêmes, par la volonté libre et consensuelle de la majorité.

La révolution sociale libertaire sera la consécration de l'œuvre des travailleurs et de la population, qui auront renversé le règne du capitalisme. Ce système aura, pendant des siècles, engendré de profondes souffrances, l'exploitation, la marginalisation et de nombreuses formes de violence sociale. Cette révolution marquera l'émancipation de celles et ceux qui en auront subi les conséquences.

L'avant-garde est une évolution régressive, qui reconstitue des rapports de domination sous la forme d'un capitalisme d'État.

Cette révolution devra bien sûr se réaliser à l'échelle mondiale. Elle prendra des formes différentes selon les contextes sociaux, historiques et géopolitiques de chaque région, tout en conservant les mêmes principes fondamentaux. L'avenir d'une révolution est entre vos mains !

L'avenir de l'anarchisme

Tout ce qui a été présenté ici n'est qu'une perspective de mise en place d'une organisation anarchiste parmi d'autres. C'est à vous, seuls êtres humains de ce monde, qu'il appartient de réfléchir et de construire votre avenir. Vous avez votre avenir entre vos mains.

L'avenir de l'anarchisme se conclut par cette phrase :

« La liberté ne se mendie pas, elle se prend. Elle se conquiert par la liberté individuelle et collective, qui déterminera l'avenir de l'humanité. »

Repères — quelques figures et références citées

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865)

Théoricien français, premier à se revendiquer « anarchiste ». Auteur de *Du principe fédératif* (1863), qui pose les bases du fédéralisme libertaire repris dans cet essai : autonomie des communes, association libre et contrat mutuel plutôt que hiérarchie centralisée.

Mikhaïl Bakounine (1814-1876)

Révolutionnaire russe, figure majeure du courant collectiviste au sein de l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale). Il approfondit le fédéralisme proudhonien.

Pierre Kropotkine (1842-1921)

Géographe et théoricien russe. Son ouvrage *L'Entraide*, un facteur de l'évolution (1902) fonde l'idée que la coopération est un facteur central de l'évolution des sociétés humaines et animales — principe central du chapitre 5 de cet essai.

Gaston Leval (1895-1978)

Militant et historien franco-espagnol. Témoin direct des collectivisations libertaires pendant la révolution espagnole (1936-1939), qu'il a documentées dans *Espagne libertaire* (1971).

La révolution espagnole (1936-1939)

Période durant laquelle, dans les zones sous contrôle républicain, des centaines de collectivités agricoles et industrielles ont été autogérées par les travailleurs et travailleuses, notamment en Catalogne et en Aragon.

Confédération Haudenosaunee

Confédération de nations autochtones d'Amérique du Nord, fondée sur un système de conseils et de décision collective, souvent citée comme exemple historique d'organisation politique non hiérarchique.

Association internationale des travailleurs (AIT)

Internationale syndicaliste révolutionnaire et anarchiste fondée à Berlin en 1922, à distinguer de la Première Internationale (1864).

Pour aller plus loin

Une sélection de textes cités ou prolongeant les thèmes abordés dans cet essai :

- Pierre-Joseph Proudhon, Du principe fédératif, 1863.
- Mikhaïl Bakounine, Dieu et l'État, 1882 (posthume).
- Pierre Kropotkine, L'Entraide, un facteur de l'évolution, 1902.
- Gaston Leval, Espagne libertaire, 1971.
- Anton Pannekoek, Les Conseils ouvriers, 1946 — sur l'autogestion directe par les conseils, en résonance avec le chapitre 4.

D'autres essais du catalogue des Éditions Réveil Libertaire abordent ces questions sous des angles complémentaires ou divergents.

Éditions Réveil Libertaire

revlibertaire.unionlibertaireanarchiste.org

Achevé de composer en juillet 2026.